



Objet : **Mandat de prélèvement SEPA**

Madame, Monsieur,

Pour la mise en place des prélèvements bancaires de vos cotisations, veuillez nous retourner par voie postale, l'intégralité de ce courrier complété, daté et signé, accompagné d'un RIB comportant les mentions IBAN - BIC. Nous vous remercions de faire parvenir ces deux pièces à l'adresse de votre Centre de Gestion, indiquée ci-dessous.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération.

Votre Centre de Gestion

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez predica à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de predica. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé ; sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.



Référence Unique du Mandat (RUM) - Zone réservée aux services de gestion

☒ Prélèvement Récurrent

Veuillez compléter, en MAJUSCULES, les champs obligatoires marqués *

Références de l'Assuré

Nom - Prénom* :

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Titulaire du compte à débiter	Créancier
Nom - Prénom* :	Nom : PREDICA
Adresse* :	ICS : FR88ZZZ237434
Code Postal* : Ville* :	Identifiant Créancier SEPA
Pays* :	PREDICA

Les coordonnées de votre compte

IBAN* (Numéro d'identification international du compte bancaire)	A* :	Le* :/...../.....
--	------------	-------------------------

BIC* (Code International d'identification de votre banque)

Mandat à retourner, accompagné d'un RIB, à l'adresse suivante : CENTRE DE GESTION CREDIT AGRICOLE ASSURANCES TSA 50190 28039 CHARTRES CEDEX	Signature* Date et signature obligatoires
--	---

Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Les informations contenues dans le présent mandat sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés en écrivant à votre Centre de Gestion à l'adresse indiquée.
Les informations recueillies lors de la souscription et la gestion de ce contrat peuvent être utilisées dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. La personne concernée dispose d'un droit d'accès qui s'exerce auprès de la CNIL dans les conditions définies à l'article L561-45 du code Monétaire et Financier.